

**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

SOUS COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'ACCESSIBILITÉ

Réunion du mardi 2 juillet 2024

**AVIS DE LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITÉ
AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP**

Procès verbal de la réunion

Textes de référence

- Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 162-1 à R. 165-21 ;
- Ordonnance n° 2020-71 du 29 janvier 2020 relative à la réécriture des règles de construction et recodifiant le livre Ier du code de la construction et de l'habitation et notamment la table de concordance associée ;
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
- Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;
- Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;
- Arrêté du 24 décembre 2015 modifié relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction ;
- Ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;
- Arrêté préfectoral n°2016-94 du 21 juillet 2016 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
- Arrêté préfectoral n°2021-1134 du 18 novembre 2021 portant désignation des membres de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité et des sous-commissions départementales spécialisées ;

DOSSIER N° AT 006 121 24 S 0003

N° urbanisme :

Commune : SAINT JEAN CAP FERRAT

Demandeur : MAIRIE DE ST JEAN CAP FERRAT représenté(e) par M DIETERICH Jean-François

Adresse du demandeur : 21 avenue Denis Semeria 06230

Nom établissement : Plage de l'anse de la SCALETTA

Adresse des travaux : Chemin de Saint Hospice 06230 SAINT JEAN CAP FERRAT

Type : PA Établissements de plein air / Catégorie ERP : 5

Nature des travaux : Travaux d'aménagement

Demande de dérogation : oui, 1 point(s) dérogatoire(s)

Point dérogatoire 1 (Impossibilité technique et espace remarquable) : Impossibilité technique de rendre la plage de la Scaletta accessible aux personnes à mobilité réduite (PMR), en raison de la configuration des lieux et la présence d'un escalier et l'impossibilité d'installer un ascenseur .

MOTIVATION

- sur l'autorisation : FAVORABLE / sur la demande de dérogation : FAVORABLE

La commission note l'impossibilité technique d'accès à l'espace naturel de la plage de l'anse de la Scaletta. mais rappelle que les sous-concessionnaires sont considérés comme des ERP et qu'à ce titre la mise en œuvre de leurs aménagements, même provisoires, doit faire l'objet d'une autorisation au titre du code de l'urbanisme soumis à avis de la sous-commission départementale d'accessibilité.

Indépendamment de la demande de dérogation, toutes les structures et installations de la concession seront accessibles aux personnes en situation de handicap susceptibles de bénéficier d'un accès par la mer (ponton) et de se déplacer par exemple en joëlette.

PRESCRIPTIONS ET RECOMMANDATIONS

Prescriptions:

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances des personnes handicapées prescrit aux Installations Ouvertes au Public (IOP) et aux Établissements Recevant du Public (ERP) **un égal accès de tous à leurs services** permettant à toute personne de pouvoir accéder à un lieu, une prestation, un équipement, sans discrimination.

Repérage et guidage : une signalisation adaptée est mise en place à l'entrée du terrain de l'opération ainsi qu'en chaque point du cheminement accessible où un choix d'itinéraire est donné à l'utilisateur. Le cheminement devra être sécurisé (garde-corps adapté).

Les structures et installations seront accessibles aux PMR. :

- Le restaurant de plage qui sera implanté sur la plage devra être totalement accessible aux personnes à mobilité réduite.
- Les sanitaires seront composés à minima d'une douche, d'une cabine de change et d'un toilette + un lave main et sera accessible aux personnes à mobilité réduite.

Article 7.1 de l'arrêté du 08 décembre 2014 modifié :

S'assurer que l'escalier dispose des équipements réglementaires, notamment :

- une bande d'éveil à la vigilance positionnée à un giron de la marche en haut de l'escalier avec un contraste visuel et tactile,
- un contraste visuel sur la première et la dernière des contremarches de chaque volée,

- des nez de marches non glissants et contrastés visuellement sur au moins 3 cm en horizontal,
- des mains courantes continues, prolongées de la valeur d'une marche, en haut et en bas de celui-ci.

Article R 122-5 du code de la construction et de l'habitation :

L'autorisation d'ouverture prévue à l'article L. 122-5 est délivrée au nom de l'État par l'autorité définie à l'article R. 122-7 :

- a) Au vu de l'attestation établie en application de l'article R. 122-30, lorsque les travaux ont fait l'objet d'un permis de construire ;
- b) **Après avis de la commission compétente en application de l'article R. 122-6**, lorsque l'établissement n'a pas fait l'objet de travaux ou n'a fait l'objet que de travaux non soumis à permis de construire. La commission se prononce **après visite des lieux pour les établissements de la première à la quatrième catégorie au sens de l'article R. 143-19 ;**
- c) Après avis de la commission de sécurité compétente, en application des articles R. 143-38 et R. 143-39. L'autorisation d'ouverture est notifiée à l'exploitant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'autorisation est délivrée par le maire, celui-ci transmet copie de sa décision au préfet.

Formation à l'accueil et à l'accompagnement des personnes en situation de handicap :

En complément de l'Article L. 4142-3-1 du Code du Travail, l'obligation de formation à l'accueil des personnes handicapées est précisée dans l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées, mais également par la loi de ratification n° 2015-988 du 5 août 2015, dont l'article 12 détaille cette obligation : « L'acquisition de connaissances dans les domaines de l'accueil et de l'accompagnement des personnes handicapées est obligatoire dans la formation des professionnels appelés à être en contact avec les usagers et les clients dans les établissements recevant du public.

Articles R 165 - 3 du code de la construction et de l'habitation :

- Fournir à l'achèvement des travaux soumis au permis de construire un document attestant la prise en compte des règles concernant l'accessibilité. Cette attestation peut être établie par un contrôleur technique titulaire d'un agrément l'habilitant à intervenir sur les bâtiments ou par un architecte qui ne peut être celui qui a conçu le projet, établi les plans ou signé la demande de permis de construire. L'attestation est jointe à la déclaration d'achèvement prévue à l'article R462-1 du code de l'urbanisme.

AVIS DE LA COMMISSION

La commission émet un **avis favorable** à la réalisation de ce projet. Cet avis est assorti des prescriptions énumérées ci-dessus.

A Nice, le mardi 2 juillet 2024

Pour le préfet et par délégation
Le directeur départemental des territoires et de la mer
Pour le directeur et par subdélégation
Le président de la commission

Christophe Juncker

Nota : "Afin de faire connaître votre établissement auprès de tous les publics, nous vous invitons à renseigner la plateforme Acceslibre à l'aide du lien suivant : www.acceslibre.beta.gouv.fr"